

R.MARCHAL

MINE DE

Contrat No

3. Catégorie G.K

du

1/1/1955

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingenieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe... pour un terme de 300 jours commençant le 1-1-55... et prenant fin le... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 4.10 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
  - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Ruhengeri



11802

Fait à Kifurwe le 5/1... jour du mois de... mil neuf cent cinquante.

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



R. MARCHAL

MINE DE ... *Kifurwe* ...

Contrat No *2. Catégorie C* ... du *1/1/1955*  
MINISTRE DES MINES

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingenieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de *Kifurwe* ... pour un terme de 300 jours commençant le *1/1/1955* et prenant fin le ... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de *7.20* ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
  - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après deduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à *Kifurwe* le *5/1* ... jour du mois de ... mil neuf cent cinquante. *aug.*

L'Administrateur de territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



R.MARCHAL

MINE DE

*Kifunwe*

Contrat No *2. Catégorie D.* du. *1/1/1955*

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de *Kifunwe* pour un terme de 300 jours commençant le *1/1/55* et prenant fin le . . . . . Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de *4.20* ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:

1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;

2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à *Kifunwe* le. *5/1* . . . jour du mois de . . . . . mil neuf cent cinquante. *Cinq*

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



R.MARCHAL

MINE DE

*Rifurwe*

Contrat No *2* *Catégorie E* du *1/1/1955*  
MINISTRE DES MINES ET DE L'INDUSTRIE

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de *Rifurwe*... pour un terme de 300 jours commençant le *1/1/55*... et prenant fin le ... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de *4,20* ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
  - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après deduction du coût du livret, à l'Oeuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à *Rifurwe* le *5/1*... jour du mois de ... mil neuf cent cinquante *ans.*

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



R.MARCHAL

MINE DE *Kifunwe* . . . . .

Contrat No *1* *Catégorie B* . . du *1/1/1955*  
MINE DE KIFUNWE - MINE DE KIFUNWE - MINE DE KIFUNWE - MINE DE KIFUNWE - MINE DE KIFUNWE

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de *Kifunwe* travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de *Kifunwe* . . . . . pour un terme de 300 jours commençant le *1/1/55* . . . et prenant fin le . . . . . Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de *6,70* ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
  - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à *Kifunwe* le *5/1* . . jour du mois  
de . . . . . neuf cent cinquante. *cent*

L'Administrateur de territoire, *[Signature]*

*[Signature]*  
MARCHAL, R. ou son Délégué,



R.MARCHAL

MINE DE

*Rifurwe*

Contrat No *1. Catégorie A* du *1/1/55*  
MINE DE

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de *Rifurwe* pour un terme de 300 jours commençant le *1/1/55* et prenant fin le . . . . . Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de *6,70*; ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
  - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à *Rifurwe* le *5/1* jour du mois de . . . . . mil neuf cent cinquante *cinq* :

L'Administrateur de territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



*collectif*  
*à 50*

R.MARCHAL

MINE DE . *Kifurwe* . . . . .

Contrat No *1*. *Catégorie I.I.* du. *1/1/1955*

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de . *Kifurwe* . . . . . pour un terme de 300 jours commençant le *1/1/55* . . . . . et prenant fin le . . . . . Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art.10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de *6,50* : ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art.15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
  - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à *Kifurwe* le. *5/1/1955* jour du mois de . . . . . mil neuf cent cinquante. *cmq.*